

NÉGOCIATION DU SECTEUR PUBLIC : LE FRONT COMMUN EN GRÈVE LE 6 NOVEMBRE

C'est le 6 novembre 2023 que les 420 000 travailleuses et travailleurs du Front commun exerceront une première séquence de grève, d'une durée d'une journée. Il ne fait aucun doute que le gouvernement est directement responsable de la tenue de ce premier débrayage.

Par son attitude aux tables, par son offre de 9% sur cinq ans qui n'a pas bougé depuis le début, par ses opérations médiatiques douteuses, bref, par son mépris, il nous oblige à aller en grève.

Cependant, c'est cette déclaration odieuse lancée la semaine dernière par le premier ministre Legault qui a poussé le bouchon trop loin : « Les syndicats pensent toujours qu'ils doivent faire la grève pour s'assurer de faire le plus de gains possibles. Donc, on va attendre la grève [...] ». Le gouvernement est-il en train de nous dire que s'il refuse d'avancer aux tables depuis un an, s'il persiste avec ses offres déconnectées, avec ses attaques contre nos conditions de travail et avec son arrogance, c'est parce qu'il attendait une grève ?

Le 6 novembre prochain, plus de 500 débrayages seront donc organisés à travers le Québec. Dans la santé et les services sociaux, en éducation et en enseignement supérieur, les travailleuses et les travailleurs se tiendront sur les piquets de grève, **d'une seule voix**, pour forcer le gouvernement à bouger.

Toutefois, si notre message n'était pas entendu, une deuxième séquence pourrait être exercée, laquelle constituerait le plus grand mouvement de grève qu'ait connu le secteur public depuis 50 ans.

Récolter ce qui a été semé

Le 28 octobre 2022, le Front commun déposait ses revendications au Conseil du trésor au terme d'un large processus de consultation. Le 15 décembre suivant, le gouvernement présentait ses offres. Quelques heures à peine après ce dépôt, le Front commun dénonçait l'offre salariale déconnectée de 9% sur cinq ans, qui aurait pour conséquence d'appauvrir les travailleuses





et les travailleurs, alors que l'inflation connue et prévue durant cette période s'élève maintenant à près de 18 %. Voilà qu'un an plus tard, absolument rien n'est réglé ; le gouvernement n'a pas bougé.

Pourtant, depuis de nombreux mois, le Front commun est sur toutes les tribunes pour rappeler au gouvernement que ses offres ne passent pas et que de proposer aux travailleuses et aux travailleurs de maintenir le statu quo constitue la recette parfaite pour mettre le feu aux poudres.

Malgré cela, le premier ministre et la présidente du Conseil du trésor continuent de provoquer les employé-es du secteur public à coups de déclarations irresponsables.

Comme si ce n'était pas assez, le gouvernement octroyait au printemps dernier une augmentation de salaire de 30 % aux députées et aux députés, et offrait 21 % aux policières et aux policiers de la SQ, ce que ces derniers ont refusé. Il récolte aujourd'hui ce qu'il a semé : la colère de 420 000 travailleuses et travailleurs regroupés en Front commun.

Une offre substantielle

Pour se sortir du pétrin dans lequel il s'est lui-même placé, le gouvernement n'a qu'une chose à faire : revenir avec une offre substantielle. Les négociateurs du Front commun ont appris le 24 octobre, sur les réseaux sociaux, que le Conseil du trésor effectuerait un nouveau dépôt, ce dimanche 29 octobre. Nous attendons de voir celui-ci avant de le commenter. Cela dit, une chose est certaine : une nouvelle offre insuffisante serait reçue comme une claque en plein visage par les femmes et les hommes qui font fonctionner les services publics. La hauteur des mandats de grève qui ont été octroyés témoigne des attentes importantes dans nos réseaux quant à l'issue de cette négociation.

La pandémie est terminée. Le gouvernement Legault, trop habitué à gérer par décrets ainsi que par arrêtés ministériels et à tout décider seul, doit maintenant apprendre à négocier ! Dans ce contexte, le Front commun se permet d'être on ne peut plus clair et de lui déclarer ceci : cessez de négocier à coups d'opérations de relations publiques, intéressez-vous à ce qui se passe sur le plancher et revenez-nous avec une offre sérieuse.

Pour tout connaître des modalités d'exercice de la grève, nous vous invitons à vous adresser à votre syndicat.

Soyons nombreux et solidaires sur les lignes de piquetage qui se tiendront partout au Québec le 6 novembre 2023 et souhaitons que, cette fois-ci, le gouvernement entende notre colère.

Solidarité !